



Opération Griffes-Épées : Le nouveau grand jeu de Erdogan en Syrie

Le sultan rusé est pris en étau entre son électorat, qui est favorable à une invasion de la Syrie, et ses relations extrêmement nuancées avec la Russie.

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 02 décembre 2022

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Il y a une autre opération militaire spéciale sur le marché. Non, il ne s'agit pas de la « dénazification » et de la « démilitarisation » de l'Ukraine par la Russie – et, par conséquent, il n'est pas étonnant que cette autre opération n'ébouriffe pas les plumes de l'Occident collectif.

L'opération Griffes-Épées a été lancée par le président turc Recep Tayyip Erdogan pour se [venger](#) – de manière très émotionnelle et concertée – des attaques terroristes kurdes contre des citoyens turcs. Certains des missiles lancés par Ankara dans le cadre de cette campagne aérienne portaient le nom de victimes turques.

Selon la version officielle d'Ankara, les forces armées turques ont pleinement atteint leurs « objectifs d'opérations aériennes » dans le nord de la Syrie et au Kurdistan irakien, et ont fait « massivement » fait payer les responsables de l'attaque terroriste contre des civils dans la rue piétonne Istiklal d'Istanbul.

Et ceci est censé n'être que la première étape. Pour la [troisième fois en 2022](#), le sultan Erdogan promet également une invasion terrestre des territoires tenus par les Kurdes en Syrie.

Cependant, selon des sources diplomatiques, cela n'arrivera pas, même si de nombreux experts turcs sont convaincus que cette invasion est nécessaire le plus tôt possible.

Le sultan rusé est pris en étau entre son électorat, qui est favorable à une invasion, et ses relations extrêmement nuancées avec la Russie – qui englobent un large arc géopolitique et géoéconomique.

Il sait bien que Moscou peut actionner toutes sortes de leviers de pression pour le dissuader. Par exemple, la Russie a annulé à la dernière minute l'envoi hebdomadaire d'une patrouille conjointe russo-turque à Ain al Arab qui avait lieu le lundi.

Ain al Arab est un territoire hautement stratégique : le chaînon manquant, à l'est de l'Euphrate, capable d'offrir une continuité entre Idlib et Ras al Ayn, occupé par des bandes douteuses d'obédience turque près de la frontière turque.

Erdogan sait qu'il ne peut pas mettre en péril son positionnement en tant que médiateur

potentiel entre l'UE et la Russie tout en obtenant un profit maximal en contournant le combo embargo-sanctions anti-russes.

Le sultan, qui jongle avec de multiples dossiers sérieux, est profondément convaincu qu'il a ce qu'il faut pour amener la Russie et l'OTAN à la table des négociations et, en fin de compte, mettre fin à la guerre en Ukraine.

Parallèlement, il pense pouvoir garder le contrôle des relations Turquie-Israël, d'un rapprochement avec Damas, de la délicate situation interne de l'Iran, des relations Turquie-Azerbaïdjan, des métamorphoses incessantes de l'autre côté de la Méditerranée et de la dynamique d'intégration de l'Eurasie.

Il couvre tous ses paris entre l'OTAN et l'Eurasie.

Fermer toutes nos frontières méridionales

Le feu vert pour Griffes-Épées a été donné par Erdogan alors qu'il était dans son avion présidentiel, de retour du G20 à Bali. Cela s'est produit un jour seulement après sa rencontre avec le président américain Joe Biden où, selon une déclaration présidentielle d'Erdogan, le sujet n'a pas été abordé.

« *Nous n'avons tenu aucune réunion avec M. Biden ou [le président russe Vladimir] Poutine concernant l'opération. Ils savent tous deux déjà que nous pouvons faire de telles choses à tout moment dans cette région* », indique le communiqué.

Le fait que Washington n'ait pas été informé de l'opération Griffes-Épées reflète le fait qu'Erdogan n'a pas été invité à une réunion extraordinaire du G7 et de l'OTAN à Bali, en marge du G20.

Cette réunion avait été convoquée par la Maison-Blanche pour traiter du désormais célèbre missile ukrainien S-300 tombé en territoire polonais. À l'époque, personne à la table n'avait de preuve concluante de ce qui s'était passé. Et la Turquie n'a même pas été invitée à la table, ce qui a profondément irrité le sultan.

Il n'est donc pas étonnant que Erdogan ait déclaré, en milieu de semaine, que l'opération Griffes-Épées n'était qu'« *un début* ». S'adressant aux législateurs du parti AKP au Parlement, il a déclaré que la Turquie était déterminée à « *fermer toutes nos frontières méridionales ... avec un corridor de sécurité qui empêchera toute possibilité d'attaque contre notre pays* ».

La promesse d'invasion terrestre demeure : Elle commencera « *au moment le plus opportun pour nous* » et visera les régions de Tel Rifaat, de Mambij et de Kobané, que le sultan a qualifiées de « *sources de problèmes* ».

Ankara a déjà semé la pagaille, à l'aide de drones, sur le principal quartier général des Forces démocratiques syriennes soutenues par les États-Unis, dont les commandants estiment que la principale cible d'une éventuelle invasion terrestre turque serait Kobané.

De manière significative, c'est la première fois qu'un drone turc vise une zone extrêmement proche d'une base américaine. Et Kobané est hautement symbolique : l'endroit où les Américains ont scellé une collaboration avec les Kurdes syriens pour - en théorie - combattre ISIS.

Et cela explique pourquoi les Kurdes syriens sont consternés par l'absence de réponse américaine aux frappes turques. Ils accusent – qui d'autre ? – le sultan d'attiser les « sentiments nationalistes » avant les élections de 2023, qu'Erdogan a désormais de grandes chances de remporter malgré l'état catastrophique de l'économie turque.

En l'état actuel des choses, il n'y a pas de renforcement des troupes turques près de Kobané – seulement des frappes aériennes. Ce qui nous amène au facteur russe, très important.

Manbij et Tel Rifaat, à l'ouest de l'Euphrate, sont beaucoup plus importantes pour la Russie que Kobané, car elles sont toutes deux vitales pour la défense d'Alep contre d'éventuelles attaques djihadistes.

Ce qui peut potentiellement se produire dans un avenir proche rend la situation encore plus trouble. Les services de renseignement d'Ankara pourraient utiliser les djihadistes de Hayat Tahrir al-Sham – qui ont déjà pris le contrôle de certaines parties d'Afrin – comme une sorte d'« avant-garde » dans une invasion terrestre du territoire kurde syrien.

Vendre du pétrole syrien volé à la Turquie

Le brouillard de guerre actuel inclut l'idée que les Russes ont peut-être vendu les Kurdes en les laissant exposés aux bombardements turcs. Cela ne tient pas, car l'influence de la Russie sur le territoire kurde syrien est négligeable par rapport à celle des États-Unis. Seuls les Américains pouvaient « vendre » les Kurdes.

Plus les choses changent, plus elles restent les mêmes en Syrie. On pourrait résumer tout cela comme une impasse monumentale. Cela devient encore plus surréaliste car, en fait, Ankara et Moscou ont déjà trouvé la solution à la tragédie syrienne.

Le problème est la présence des forces américaines – qui protègent essentiellement ces convois qui volent le pétrole syrien. Les Russes et les Syriens en discutent toujours. La conclusion est que les Américains restent par inertie. Ils le font parce qu'ils le peuvent. Et Damas est impuissant à les expulser.

Le sultan joue le tout avec un cynisme consommé – en géopolitique et en géoéconomie. L'essentiel de ce qui n'est pas résolu en Syrie tourne autour de territoires occupés par des bandes de facto qui se font appeler Kurdes, protégées par les USA. Ils trafiquent le pétrole syrien pour le revendre principalement à ... la Turquie.

Et puis, en un clin d'œil, les bandes armées qui se disent kurdes peuvent tout simplement abandonner leur lutte « antiterroriste » en ... libérant les terroristes qu'elles ont appréhendés, augmentant ainsi la « menace terroriste » dans tout le nord-est de la Syrie. Ils accusent – qui d'autre ? – La Turquie. En parallèle, les Américains augmentent l'aide financière à ces bandes armées sous le prétexte d'une « guerre contre le terrorisme ».

La distinction entre « bandes armées » et « terroristes » est bien sûr très mince. Ce qui importe avant tout à Erdogan, c'est qu'il puisse utiliser les Kurdes comme monnaie d'échange dans les négociations commerciales liées au contournement des embargos et des sanctions anti-russes.

Et cela explique pourquoi le sultan peut décider de bombardier le territoire syrien quand bon lui semble, malgré toute condamnation de Washington ou de Moscou. De temps à autre, les

Russes reprennent l'initiative sur le terrain – comme cela s'est produit lors de la campagne d'Idlib en 2020, lorsque les Russes ont bombardé les forces militaires turques qui fournissaient une « assistance » aux djihadistes salafistes.



Une vue du site après les attaques menées par l'armée syrienne en Syrie sur le centre-ville d'Idlib le 7 septembre 2021. Photo : Izzeddin Kasim, Anadolu Agency.

Aujourd'hui, un changement de donne est peut-être en train de se produire. L'armée turque a bombardé le champ pétrolifère d'al-Omar au nord de Deir ez-Zor. En pratique, cela signifie qu'Ankara est en train de détruire rien de moins que l'infrastructure pétrolière de la tant vantée « autonomie kurde ».

Cette infrastructure a été cyniquement exploitée par les États-Unis pour ce qui est du pétrole qui atteint la frontière avec l'Irak au Kurdistan irakien. Donc, dans un sens, Ankara frappe contre les Kurdes syriens et simultanément contre le vol du pétrole syrien par les Américains.

Le changement définitif de la donne est peut-être proche. Il s'agira de la rencontre entre Erdogan et Bashar al-Assad (rappelez-vous le refrain de la décennie « Assad doit partir »).

Lieu : Russie. Médiateur : Vladimir Poutine, en personne. Il n'est pas exagéré d'imaginer que cette rencontre ouvre la voie à la décimation par Ankara de ces bandes armées kurdes, essentiellement utilisées par Washington comme des idiots utiles.

Pepe Escobar

Article original en anglais :



[“Operation Claw-Sword”: Erdogan’s Big New Game in Syria](#), 28 novembre 2022

Article en anglais publié initialement par [Asia Times](#)

Traduction [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](#)

Copyright © [Pepe Escobar](#), [Mondialisation.ca](#), 2022

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca